



Faut-il craindre un retour du protectionnisme américain ?

27 mars 2008

Le 1^{er} août 2007, 1 028 économistes américains appelaient dans le [Wall Street Journal](#) le Congrès des Etats-Unis à ne pas céder à la tentation du protectionnisme commercial, comme, en 1930, 1028 économistes américains avaient appelé dans le [New York Times](#) le Congrès et le Président Hoover à rejeter le *Smoot-Hawley Tariff Act*, qui allait ajouter à la crise de 1929 les ravages du repli économique.

En mars 2008, alors que l'économie américaine est sans doute déjà entrée en récession, la campagne présidentielle est le théâtre d'un débat de plus en plus virulent sur les coûts de l'ouverture des Etats-Unis à la mondialisation, qu'il s'agisse du commerce international ou des flux migratoires. Pour comprendre pourquoi la tentation de l'isolationnisme économique refait surface, il est utile de combiner le cycle économique court avec le cycle long de la montée des inégalités sociales américaines.

Toutes les données disponibles suggèrent en effet une hausse spectaculaire des inégalités de revenu au cours des deux dernières décennies, aggravée encore depuis 2000. Cette régression sociale historique entamée dans les années 1980 (la part du revenu national détenue par les 1% et les 10% les plus riches est supérieure en 2006 à ce qu'elle était en 1917), se prolonge dans la période récente (le revenu des 99% d'Américains « les plus pauvres » a progressé six fois moins vite que celui des 1% les plus riches de 1993 à 2006 et le revenu des ménages a chuté depuis 2000).

Tableau 1. Les inégalités américaines en perspective

Long terme*						Court terme			
Part du revenu national détenue par le décile supérieur (10% les plus riches)			Part du revenu national détenue par le centile supérieur (1% des plus riches)			Augmentation du revenu annuel moyen 1993 - 2006		Revenu annuel médian des ménages (en \$)	
1917	1980	2006	1917	1980	2006	Pour le centile supérieur	Pour les 99 autres centiles	2000	2006
40,3	32,9	45,3	17,6	8,2	18,2	6%	1%	49163	48201

* L'indice de Gini est passé de 0,40 en 1967 à 0,47 en 2005.
Source: Piketty & [Saez](#) et US Census Bureau.

Dans une telle situation, la question est de savoir si les Américains sont davantage enclins à attribuer cette rupture de justice sociale à leur modèle de société et à leurs institutions plutôt qu'à l'ouverture économique du pays. Or, un faisceau de symptômes indique que le risque de réflexe protectionniste n'a sans doute jamais été aussi élevé depuis l'époque du « Japan-bashing » au début des années 1980.

D'abord, l'opinion publique américaine paraît s'être retournée contre le libre-échange. Les enquêtes montrent que les Américains se déclarent désormais sceptiques sur ses avantages, voire franchement hostiles à son principe. Un sondage de décembre dernier réalisé pour NBC et le *Wall Street Journal* révélait ainsi que si 42% des personnes interrogées considéraient que l'ouverture économique était une bonne chose pour le pays en 1997, ils étaient 58% à considérer que c'en était une mauvaise en 2007.

Ensuite, la communauté académique américaine paraît elle-même gagnée par le doute quant aux bienfaits inconditionnels du libre-échange décrits par les modèles les plus simples du commerce international. C'est le doyen Paul Samuelson (MIT) qui a tiré le premier, dans [un article retentissant paru en 2004](#), dont le résultat fut au demeurant mal compris sur le moment. Le co-auteur du modèle « HOS » y explique comment le développement du progrès technique en Chine pourrait conduire à annuler les gains du commerce bilatéral pour les Etats-Unis, sans pour autant appeler au protectionnisme. C'est pourtant de cet article qu'Hillary Clinton s'est réclamée pour justifier dans le *Financial Times* un « réexamen » des accords commerciaux des Etats-Unis si elle était élue en novembre. Alan Blinder (Princeton) a pour sa part suggéré dans [Foreign Affairs](#) que le changement de nature du commerce mondial pouvait amplifier ses coûts sociaux. Paul Krugman, qui voilà 20 ans reprenait avec de fines nuances théoriques [le « crédo » libre-échangiste](#) des économistes, préparerait de son côté, selon Greg Mankiw, un article invalidant

empiriquement les gains promis par la théorie ricardienne. On pourrait encore citer parmi les sceptiques Dani Rodrik et, sur la question sensible de l'impact économique de l'immigration hispanique, [George Borjas](#), tous deux d'Harvard.

Du côté des responsables politiques enfin, les candidats encore en lice se divisent clairement en deux camps, selon la logique partisane. John McCain est inconditionnellement libre-échangiste et pro-immigration, en délicatesse sur ce dernier point avec sa base électorale. Mais la campagne se joue en ce moment du côté démocrate, peut-être même jusqu'à la Convention du parti à Denver, en août prochain. Et de ce côté-là, la rhétorique protectionniste bat son plein, l'ALENA faisant l'objet de toutes les critiques. Hillary Clinton a ainsi appelé à un « temps mort » dans les accords commerciaux conclus par les Etats-Unis tandis que Barack Obama, dont les conseillers économiques sont réputés orthodoxes, veut « travailler à une amélioration » de l'ALENA, intention qui inquiète notamment le gouvernement canadien. Les deux candidats démocrates soutiennent en outre le projet proposé par John Kerry en 2004 visant à utiliser le code fiscal pour empêcher les entreprises américaines de se délocaliser. La primaire, peut-être décisive, de Pennsylvanie pourrait donc bien ressembler à celle de l'Ohio, au cours de laquelle les prétendants à la Maison blanche ont fait assaut de protectionnisme pour faire basculer de leur côté une classe ouvrière paupérisée et désabusée.

On peut légitimement douter que les Etats-Unis puissent réellement adopter des politiques protectionnistes, si tant est que le prochain Président le souhaite. On peut encore plus douter de l'efficacité sociale de telles mesures, surtout si on la compare avec celle d'une refondation de l'Etat providence américain. Mais l'histoire du 20ème siècle incite à la plus grande prudence sur le caractère éternel de l'ouverture des nations et sur la rationalité économique des responsables politiques, en particulier lorsque la récession sévit et que les inégalités explosent. Quel pourrait être l'impact d'un nouveau protectionnisme américain ? On peut sans dramatiser prévoir qu'il serait considérable. L'économie des Etats-Unis est la plateforme de la phase actuelle de mondialisation et son supermarché, où les produits du monde entrent en concurrence pour séduire le consommateur en dernier ressort de la planète. Or, c'est aussi, selon l'OMC, la plus ouverte du monde développé (avec 3,5 % de droits de douane moyens appliqués en 2006). Si les Etats-Unis se fermaient, même dans une faible mesure, il n'est donc pas exclu que la mondialisation reflue.

[Éloi Laurent](#)